

Hong Kong : L'exécutif n'écarte pas l'idée d'appeler Pékin à l'aide

mardi 8 octobre 2019, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 8 octobre 2019).

La cheffe de l'exécutif hongkongais, Carrie Lam, a indiqué mardi 8 qu'elle n'écarterait pas la possibilité d'accepter l'aide de Pékin pour résoudre la crise politique dans son territoire, qui est face à une contestation de plus en plus violente de la mouvance pro-démocratie.

La région semi-autonome du sud de la Chine est depuis quatre mois le théâtre de manifestations et d'actions quasi quotidiennes qui ont encore dégénéré ces derniers jours en des affrontements entre policiers et radicaux, lesquels se sont en outre livrés à des actes généralisés de vandalisme.

La récente flambée de violences a suivi la décision annoncée vendredi 4 par M^{me} Lam d'invoquer une vieille loi d'urgence remontant à l'époque coloniale pour interdire le port du masque lors des manifestations.

Des groupes radicaux s'en sont pris à des dizaines de stations du métro, dont l'opérateur est accusé de faire le jeu de Pékin, au point de perturber sérieusement le fonctionnement du réseau, et à nombre de commerces et entreprises liées à la Chine continentale.

Alors que les Hongkongais ont repris mardi le travail après un week-end prolongé, M^{me} Lam, qui est une des cibles de la colère des manifestants, a estimé que son gouvernement était capable de régler cette crise. Mais elle a ajouté qu'elle **pourrait appeler Pékin à la rescousse** si la situation dérapait encore.

« *A ce stade, je suis toujours convaincue que nous devons trouver une solution nous-mêmes. C'est aussi la position du gouvernement central qui pense que Hong Kong doit affronter seul le problème* », a-t-elle expliqué lors de sa conférence de presse hebdomadaire.

« ***Mais si la situation devient très grave, alors aucune option ne peut être exclue si nous voulons que Hong Kong ait une deuxième chance.*** »

M^{me} Lam, qui est nommée par un comité acquis à Pékin, a été fortement critiquée par les manifestants pour sa décision d'interdire les masques faciaux, qui sont par ailleurs très répandus dans une agglomération toujours traumatisé par les ravages de l'épidémie de SRAS (Syndrome Respiratoire Aigu Sévère) en 2003.

Et des dizaines de milliers de manifestants ont manifesté ces trois derniers jours le visage masqué pour réaffirmer qu'ils ne respecteraient pas la mesure.

A ce stade, un étudiant et une femme de 38 ans ont été inculpés lundi pour port de masque prohibé, et libérés sous caution.

M^{me} Lam a jugé qu'il était « trop tôt » pour dire si l'interdiction était efficace ou non.

« *Vous serez d'accord sur le fait qu'il faut du temps pour mettre en œuvre une nouvelle politique ou une nouvelle loi* », a-t-elle argué.

Elle s'est refusée à réagir sur la suggestion du député pro-Pékin Ip Kwok-him, membre du conseil exécutif, qui a avancé que le gouvernement pourrait limiter l'accès à internet pour mieux lutter contre la capacité d'organisation des manifestants.